

efforts se sont intensifiés cette année au cours des sessions extraordinaires d'urgence, et ils pourront se poursuivre cet automne à l'occasion de la session ordinaire de l'Assemblée générale. Parfois nous pouvons, au bout du compte, appuyer les textes spécifiques qu'ils proposent; à d'autres occasions, toutefois, nous avons été obligés de nous opposer ou de nous abstenir au moment du vote, particulièrement lorsque les textes contiennent des éléments qui porteraient un préjudice sérieux aux éventuelles négociations en vue d'un règlement pacifique.

Les Arabes en sont maintenant venus à faire le procès de la bonne foi d'Israël en tant que membre pacifiste des Nations Unies. Ils préparent ainsi le terrain pour faire expulser ou suspendre Israël, ou le priver de son droit de participer aux activités de la famille des organisations de l'ONU. Même si nous comprenons les frustrations profondes à l'origine de ces propositions, le Canada croit fermement au principe de l'universalité de l'adhésion aux Nations Unies et ne peut accorder quelque soutien que ce soit à des initiatives qui vont à l'encontre de ce principe.

Pour ce qui est des intentions d'Israël à long terme, nous estimons que les forces israéliennes et toutes les autres forces étrangères devraient se retirer du Liban de façon inconditionnelle et sans délai. Tant que la situation au Liban ne sera pas stabilisée, les possibilités de négociations sur la question de Palestine restent minimales. Les diverses initiatives de paix mises de l'avant sont le signe encourageant d'une volonté nouvelle de s'attaquer au problème palestinien. Il nous faut espérer que toutes les parties seront disposées au compromis, quoiqu'il sera peut-être plus difficile que jamais d'y parvenir dans le climat de méfiance amené par les récentes tragédies à Beyrouth-Ouest. Mais il faut tenter le coup. Nous espérons en particulier qu'Israël pourra se montrer beaucoup moins intransigeante à propos de l'avenir des territoires occupés, tout comme dans ses rapports avec les habitants de ces territoires, de sorte que ceux-ci puissent être motivés à se joindre au processus de paix.

Pour leur part, les gouvernements arabes et les leaders palestiniens devraient comprendre le fondement des craintes d'Israël quant à sa sécurité à long terme, malgré sa supériorité militaire actuelle. Ils doivent indiquer sans équivoque que, dans le cadre d'un règlement juste qui garantirait les droits légitimes de la population palestinienne, ils conviendraient de conclure une paix véritable et durable avec Israël. En tant que Canadiens, nous devrions faire tout en notre pouvoir pour convaincre